

Daniel Bensaïd

Éloge de la politique profane comme art stratégique

Extraits

[...] « Tout ce qui était stable et solide part en fumée. Tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés », écrivait Marx dans le *Manifeste*. De sacrée, l'histoire devint profane. La politique aussi. L'une ne va jamais sans l'autre. Cette profanation fut à la fois un plongeon désenchanté « dans les eaux glacées du calcul égoïste », et une libération désabusée des vieux sortilèges et autres envoûtements mystiques.

À l'instar des révolutions modernes, la politique, « en même temps qu'une exigence », est donc une aventure incertaine, privée du secours d'une quelconque transcendance ; un champ miné d'incertitudes et de doutes, où fins et moyens sont souvent désajustés. C'est sa tragique dignité ^{1/}. Libérée de décrets du ciel, cette politique profane est mise aujourd'hui à rude épreuve. Se confirme ainsi la crainte qu'elle – et avec elle notre capacité de

choisir l'humanité que nous entendons devenir – vienne à disparaître complètement du monde au profit d'une gestion prosaïque des « nécessités » économiques, de la technique communicationnelle, du moralisme bien pensant, ou de la froide raison d'État ; et que le culte du fait accompli ne finisse ainsi par former une « simple humanité de fait », une humanité simplement factuelle.

Les rhétoriques postmodernes sont à la fois le produit et le ferment de ces variations dans l'air du temps. L'apologie du liquide contre le solide, le goût de la miniature opposé au souci de la totalité, le renoncement aux grands récits au profit de l'anecdotique et du fait divers accompagnent comme leur ombre idéologique les ajustements libéraux, l'individualisation des salaires et des horaires, la flexibilisation de la force de travail et la fluidité spéculative des capitaux. La rétraction de la durée dans l'instant, la fièvre du zapping, l'inconstance kaléidoscopique des appartenances, les bouffées de révoltes sporadiques, brouillent toute perspective stratégique. Dans la démocratie de marché, isomorphe à l'économie du même nom, les candidats sont cotés à la Bourse des sondages, la communication l'emporte sur la vision, le comment dire sur le comment agir.

Si la politique profane est un art de fonder ou de changer un monde, de produire un futur délivré des décrets implacables de l'oracle antique, nous serions aujourd'hui confrontés « au mur de l'impossibilité d'un quelconque futur ^{2/} ». Au « *No Future!* » fait alors écho, un « *No politics!* ». Cette décadence rappelle celle de la cité grecque, qu'évoquait mélancoliquement Hegel : « L'image de l'État en tant que produit de l'activité du citoyen disparut de l'âme de celui-ci, le souci, la vision globale du tout n'occupait plus l'âme que d'un seul ou de

quelques-uns [...]. Le grand but que l'État proposait à ses sujets était l'utilité au sein de l'État et le but que les sujets se donnaient était l'acquisition et le divertissement, ou encore la vanité. Toute activité, toutes fins se rapportaient maintenant à l'individuel ; plus aucune activité pour un tout, pour une idée. Chacun travaillait pour soi ou contraint, pour un autre particulier [...] toute liberté politique disparut ; le droit du citoyen ne conférait qu'un droit à la sécurité de la propriété, laquelle remplissait maintenant tout son monde ^{3/}. »

Aujourd'hui comme hier dans les ruines de l'entre-deux-guerres, « gisent à terre » les politiciens en qui les opprimés avaient mis leur espoir. Et, comme hier, « ils aggravent encore leur défaite en trahissant leur propre cause ^{4/} ». Entre alors en scène, le cortège bariolé des faiseurs de miracles, des rebouteux de l'âme, des marchands de bonheur domestique climatisé ; l'imposant aréopage des économistes fatalistes et la bruyante cohorte des magiciens doctrinaires, qui tracent sur la comète les plans improbables du meilleur des mondes possibles ; le chœur assourdissant de ceux qui croient – ou le feignent – que le remède à tous les maux se trouve dans un échange équitable ou dans un système de garanties mutuelles, qui feraient « de la concurrence un bénéfice pour tous ». À ces nostalgiques d'une harmonie imaginaire, Marx répondait que « Troie n'est plus », et que la « juste proportion entre l'offre et la demande a depuis longtemps cessé d'exister » : « Les rapports sociaux ne sont pas des rapports d'individu à individu, mais de travailleur à capitaliste, de fermier à propriétaire foncier, etc. Effacez ces rapports, et vous aurez anéanti toute la société ^{5/}. »

Le bouleversement des conditions spatiales et temporelles de la politique, de ses inscriptions territoriales comme de ses rythmes de

^{1/} « Considérée comme une énigme, quand on y voit l'agencement de moyens destinés à la conquête ou à la conservation du pouvoir, dans une indifférence plus ou moins avouée aux fins de la moralité, la politique retrouve sa dignité quand on y reconnaît le lieu où s'inscrivent les significations élaborées dans tous les ordres d'activité, sous la forme d'une série d'indices mesurant à la connaissance, à la prévision, et à la décision, le champ du possible », Claude Lefort, *les Formes de l'histoire*, Paris Folio, 2000, p. 307.

^{2/} Mario Tronti, *la Politique au crépuscule*, Paris, éditions de l'Éclat, 2000, p. 209.

^{3/} F. W. Hegel, *Fragments de la période de Berne*, Paris, Vrin, 1987, p. 100.

^{4/} Walter Benjamin, *Thèses sur le concept d'histoire*.

^{5/} Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, UGE 10-18, 1966, p. 361.

délibération et de décision, menace – provisoirement peut-être – d’inverser la logique de sécularisation caractéristique de ce qui s’évoque vaguement sous le nom de « modernité ». La politique profane rechuterait ainsi dans les brumes du sacré et retournerait au giron de la théologie. C’est un tel renversement que doivent faire redouter les prêches de croisade présentant la guerre globale, « humanitaire » ou « éthique », comme une nouvelle guerre sainte. Contrairement à ce que proclame volontiers l’opinion journalistique, il ne s’agit nullement de guerres d’un autre âge ou de vieux démons, mais bien de l’archaïsme fiché au cœur de la modernité agonisante. Tel est le péril qui nous guette, dès lors que les classes se décomposent en masse et les peuples en tribus.

[...]

Vous ne voulez plus des classes, ni de leur lutte ? Vous aurez les plèbes et les multitudes anomiques. Vous ne voulez plus des peuples ? Vous aurez les meutes et les tribus. Vous ne voulez plus des partis ? Vous aurez le despotisme de l’opinion !

Comme la politique institutionnelle à laquelle ils sont identifiés, les partis politiques ont aujourd’hui mauvaise réputation. La professionnalisation de la vie politique, la bureaucratisation des organisations, l’aveu d’impuissance des dirigeants de gauche comme de droite face à la puissance anonyme des marchés les frappent d’un soupçon légitime de carriérisme, de corruption, voire d’inutilité pure et simple. Ils apparaissent comme des machines bureaucratiques à promotions et à prébendes. La lutte politique n’en reste pas moins une lutte de partis, quels que soient les sigles ou les logos dont ils s’affublent. Et ils peuvent

demeurer malgré tout la meilleure garantie d’indépendance relative face aux pouvoirs de l’argent et à l’appel des sirènes médiatiques. Une politique sans partis est donc aussi inconcevable qu’une tête sans corps, ou qu’un état-major sans troupes, dirigeant au tableau noir des batailles imaginaires entre des armées fantômes. Non seulement la lutte des partis n’est pas un obstacle à la démocratie politique, mais elle en est une condition, sinon suffisante du moins nécessaire.

Dans la « démocratie marchande d’opinion », au contraire, les citoyens sont devenus des « gens », en nombre mais sans qualités. Signe des temps, le mot s’est propagé comme une traînée de poudre dans le jargon journalistique. Sans position de classe, uniformément gris, ces « gens » sont la matière première à fabriquer l’opinion. La mode est au rapport fusionnel entre la masse anomique et le chef charismatique. Alastair Campbell, le *spin doctor* de Tony Blair, livre sans complexe le secret de cette post-politique sans politique : « Il faut toujours penser à cet électeur qui élève des enfants, travaille, voyage un peu et s’intéresse de temps à autre, sans plus, à la politique. Que faire pour que cet électeur-là écoute, entende, et comprenne ? C’est cela la question stratégique. » De temps à autre, distraitement, par intermittence, l’électeur plutôt que le citoyen écouterait donc de la politique, au même titre qu’il s’intéresse aux résultats du tiercé ou du loto ou consomme de la musique d’ambiance en poussant son caddie dans un supermarché. La stratégie selon Alastair Campbell se réduit à la démagogie : « Beaucoup de gens confondent objectifs et stratégie, stratégie et tactique. Les objectifs sont faciles à déterminer : gagner les élections. La stratégie est la plus importante : comprendre ce que veulent les gens pour y arriver. La tactique

ensuite en découle. » Il faut pour cela avoir « un système de pensée homogène » car les voix dissonantes « brouillent le message ». Il convient donc, autant que possible, d’éliminer la contradiction, la controverse, le conflit, qui sont pourtant la condition vitale de la pluralité politique ^{6/}.

Car, contrairement à l’homogénéité dont rêve Campbell, il n’y a de politiques et de partis qu’au pluriel. Un « parti unique » est une contradiction dans les termes. Sans partis, pas de politique. Leur dépérissement participe de l’anémie de l’espace public, et réciproquement. Les machines électorales qui portent encore le nom de parti ne sont que le parti oligarchique des élus, des moyennes d’opinions et non des collectifs agissants, une forme de neutralisation de la politique. C’est pourtant bien cette conception que le *spin doctor* revendique avec franchise et un certain cynisme : « Ce que nous avons intégré avec Tony Blair, c’est que notre interlocuteur était toujours l’opinion publique, pas les médias ou les partis. » La démocratie s’enfoncé alors dans le plébiscite sondagier permanent. La lutte des classes se dissout dans la communion solennelle du pasteur et du troupeau. C’est le degré zéro de la politique comme stratégie.

Or, « les dangers professionnels du pouvoir » et le péril bureaucratique ne sont pas le résultat inévitable de « la forme-parti ». Tendances lourdes des sociétés complexes contemporaines, ils prennent racine dans la division sociale du travail. À l’heure de la révolution communicationnelle, les bureaucraties informelles de « la société liquide » ne sont pas moins redoutables que les bureaucraties institutionnelles de la société solide. De même que la démocratie n’est ni une institution ni une chose, mais « l’action qui sans cesse arrache aux gouvernements oligar-

^{6/} Alastair Campbell, « La com expliquée aux Français », *Le Monde*, 17 septembre 2007.

chiques le monopole de la vie politique ^{7/} », de même un parti est un acteur collectif qui invente en permanence ses objectifs au feu de la pratique.

Depuis qu'elle est pensée stratégiquement, des *Discours* de Machiavel au Marx du *Dix-huit Brumaire* et de la *Guerre civile en France*, ou aux considérations de Debord sur l'art de la guerre, la politique conspire avec l'histoire. Si elle « prime désormais l'histoire », comme l'affirmait Walter Benjamin, elle n'est pas quitte pour autant du lien qui les unit. Sans vision historique, la politique déchoit dans le simple calcul gestionnaire et dans le jeu des ambitions. C'est alors la ruine de toute pensée stratégique, seule à même d'équilibrer l'audace de la jeunesse et la prudence de l'expérience, l'impatience de l'action et la lenteur de la pensée, ainsi que Machiavel tenta vainement de le faire devant son jeune auditoire des jardins Orcellari. Un mouvement souffrant d'un grave déficit de connaissances historiques, écrivait Debord, « ne peut plus être conduit stratégiquement ».

^{7/} Jacques Rancière, *la Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 5.

^{8/} Guy Debord, *Œuvres*, Paris, « Quarto »-Gallimard, 2006, p. 1783 et 1804.

^{9/} Jacques Derrida, *Force de loi*, Paris, Galilée 1994, p. 122.

^{10/} Prophétie et utopie sont deux formes distinctes ou contraires d'aborder le futur : « Entre politique et prophétie, il y a un subtil voile de complicité insondable : quand les signes des temps sont absents, il y a une crise de la politique. Quand ils sont là mais que la politique ne les saisit pas, il y a une crise historique. Ce n'est que lorsque les signes sont là et que la politique les voit et les assume que l'on assiste à une des rares époques de changement du monde », Mario Tronti, *op. cit.*, p. 212. Ce n'est donc pas un hasard si, menant une lutte acharnée contre les prophètes, l'État moderne prétendit s'attribuer le contrôle et la gestion exclusifs du futur. La gouvernance post-politique affiche une semblable prétention.

^{11/} Jean Peyrelevade, *le Capitalisme total*, Paris, « La République des idées »-Seuil, 2005, p. 10.

Quelle politique concevoir sans histoire, si ce n'est une gestion apeurée d'un présent recroquevillé sur lui-même ? Et quelle histoire imaginer sans invention politique du possible ? L'histoire ne s'écrit certes pas au conditionnel, avec des « si », mais les « possibles latéraux » inaccomplis contribuent à en démêler l'intrigue et à en éclairer les obscurités. L'affaissement postmoderne de l'horizon historique, la rétraction du temps long autour d'un présent sans passé ni avenir, contribuent inéluctablement à la crise de la raison stratégique. C'est-à-dire de la politique, qui n'est ni une science de l'administration, ni une technologie des institutions, mais un art des jonctures propices et de la décision. C'est pourquoi elle doit se placer « exactement du point de vue des acteurs » ^{8/}.

La politisation exigée par Derrida implique cette part irréductible de pari, « ce courage d'une pensée qui sait qu'il n'y a de justesse, et de justice, et de responsabilité, qu'à s'exposer à tous les risques, au-delà de la certitude et de la bonne conscience ^{9/} ». De même qu'on ne saurait pardonner que l'impardonnable, il n'est de décision que de l'indécidable, sans recours aucun à la caution d'idoles divines ou de fétiches scientifiques. À la différence de l'utopie, une politique stratégique consiste, en effet, à avoir une visée (et non une vision), à regarder au-delà, sans s'y croire déjà ^{10/}.

Face aux dérèglements du monde, des voix modérées s'inquiètent désormais du divorce entre le citoyen et l'actionnaire, « vivant dans des galaxies distinctes », ou de la schizophrénie mortifère qui guette des salariés condamnés à se licencier eux-mêmes en tant que travailleurs au nom de leur intérêt de « petits porteurs » associés à la prospérité escomptée de l'entreprise. D'autres voix s'élèvent pour

réclamer de nouvelles formes de régulation entre l'économique et le social : « Seul le retour improbable de la politique (mais sous quelles formes et à quel niveau ?) permettra de redécouvrir les voies d'un développement plus équilibré ^{11/}. » Ce retour, qu'on entrevoit si mal, est bien moins improbable, pourtant, qu'un développement durable et pacifié du « capitalisme total ».

Il s'agit donc, suivant l'invitation de Derrida, de tenir bon sur le concept d'émancipation, sans lequel il n'est plus que dérives de chiens crevés au fil de l'eau. Mais il s'agit aussi de tirer toutes les conséquences de l'idée, confirmée par la crise actuelle du droit international indissolublement associée à la crise de l'ordre étatique territorial, selon laquelle une nouvelle avancée de la politisation oblige à reconsidérer les fondements du droit et à « réélaborer le concept d'émancipation », dût-on pour cela balbutier un nouveau lexique. Il faudra, pour en trouver les mots, briser le cercle vicieux du capital global et du fétichisme absolu de la marchandise. Cela passe par des pratiques et des luttes, par un nouveau cycle d'expériences, par une attention patiente aux déchirures de la domination historique d'où peut surgir une possibilité intempestive, par la préparation à « cette décision exceptionnelle qui n'appartient à aucun *continuum* historique », et qui est le propre de la raison stratégique.

Extraits de *la Politique profane*, épilogue, « Bibliothèque des idées »-Albin Michel, janvier 2008